Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

Accélérer un développement résilient au changement climatique et à faible émission de carbone

Business plan pour le climat en Afrique
Troisième rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et vision d'avenir

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Novembre 2018

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

© Copyright 2018 International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank

1818 H Street NW
Washington, D.C. 20433
www.worldbank.org

This work is a product of the staff of the World Bank with external contributions. The views, findings and conclusions expressed in this work do not necessarily reflect the views of The World Bank, its Board of Executive Directors, or the governments they represent.

The World Bank does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

Rights and Permissions

The material in this work is subject to copyright. This work may be reproduced for the dissemination of knowledge, in whole or in part, for noncommercial purposes as long as full attribution to this work is given.

Any queries on rights and licenses, including subsidiary rights, should be addressed to World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, WA DC., 20433

Attribution: Please cite the work as follows: 2018: Accelerating Climate Resilient and Low Carbon Development: The Africa Climate Business Plan – Third Implementation Progress Report and Forward Look. World Bank, Washington DC.

e-mail: pubrights@worldbank.org

RÉGION AFRIQUE

Accélérer un développement résilient au changement climatique et à faible émission de carbone

Business plan pour le climat en Afrique Troisième rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et vision d'avenir

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Novembre 2018

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par une équipe conduite par Kanta Kumari Rigaud (spécialiste principale, Environnement et coordonnatrice, Changement climatique Région Afrique). L'équipe de base comprenait Manuela Ravina da Silva (jeune expert associé), Anushree Shetty (consultant) et Tao Wang (responsable senior des opérations). Le rapport a été produit avec l'orientation stratégique générale de Thomas O'Brien (conseiller senior, Bureau du vice-président Région Afrique) et sous la direction de Benoît Bosquet (directeur, Environnement et ressources naturelles) avec les conseils de Magda Lovei (responsable de pratique, Environnement et ressources naturelles, Région Afrique).

L'équipe élargie du BPCA, sous la supervision des responsables de pratiques, comprenait les points focaux suivants : Ademola Braimoh, Andrew Losos, Andrea Vermehren, Amina Coulibaly, Asmita Tiwari, Barend Jansen, Berengere P. C. Prince, Carolina Giovannelli, Cristin Moldovan, Cristina Marosan Ling, Jian Xie, Karin Teixeira Kaechele, Kenta Usui, Laura Bonzanigo, Margaret Arnold, Martijn Gert Jan Regelink, Mirko Ivo Serkovic, Monica Augustina, Monica Moldovan, Nathan Engle, Neeta Hooda, Opope Oyaka Tshivuila Matala, Peter Kristensen, Philippe Eric Dardel , Pierre Audinet, Prashant Singh, Tenin Fatimata Dicko, Varalakshmi Vemuru, Veronique Morin.

Des collègues du Groupe sur le changement climatique ont contribué de manière significative à l'analyse du portefeuille : Sundus Siddiqi, Tambi Matambo, Wardah Zaman, Yunziyi Lang, Viviane Clement, Adeel Abbas Syed, Ana Elisa Bucher, Andrew Zubiri, Anne T. Kuriakose Martin Vincenzo Roeck, Marius Kaiser, Laura Vanessa Altafulla Blanco, Laura McDonald Nathan Engle, Sohee Gu, Tania Abraham, Vaaruni Eashwar et Yu Huan.

Plusieurs autres collègues de la Région ont apporté des contributions pertinentes à l'analyse : Andre Rodrigues Aquino, Cecil Nundwe, Dahlia Lotayef, Fernando Lavadenz, Jacqueline Marie Tront, Marie-Laure Lajaunie, Maria Angelica Sotomayor, Nabil Chaherli, Nicolas Perrin, Pablo Cesar Benitez, Richard Martin Humphreys et Xiaofeng Li.

L'équipe a bénéficié des avis d'expert des pairs examinateurs Geneviève Connors, Dena Ringold, Maria Ionata, Mustafa Zakir Hussain, Nabil M. Chaherli et Indira Konjhodzic.

Le processus a tiré profit d'un séminaire conjoint sur le BPCA et les engagements de l'organisation en matière de climat. Raffaello Cervigni et Dania Mosa ont aimablement soutenu le transfert des données et informations issues des précédents rapports BPCA.

Virginie Vaselopulos, Lantoharifera Ramiliarisoa et Sophie W. Warlop ont assuré l'assistance administrative.

Le rapport a été édité par Nora Patricia FitzGerald, et Studio Grafik a pris en charge la composition et le processus de production.

Table des matières

Remerciements ii

Abréviations iv

Avant-propos. v

Résumé Analytique 1

I. Progres realisés à l'echelle du portefeuille 2

II. État d'avancement des composantes du bpca et introduction de nouvelles composantes 5

III. Vision d'avenir pour le bpca – orientations strategiques. 10

IV. Conclusion 12

Liste des tableaux et figures

Tableau 1 : Projets de la banque mondiale contribuant à la mise en œuvre du BPCA . . . 2

Figure 1 : Part annuelle du cofinancement avec avantages climatiques collateraux, dans le financement de la banque mondiale en afrique subsaharienne . . . 3

Encadre 1 : Fournir de l'electricite aux communautes a faible revenu en afrique subsaharienne 4
Encadre 2 : Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) 6
Encadre 3 : Protection en cas de catastrophe 15

Tableau 2 : Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des composantes du bpca (exercices 2016 à 2018) et introduction de nouvelles composantes. . . 14

Abréviations

Sauf indication contraire, toutes les devises sont en dollars EU (USD).

ACRIS	Sommet africain sur les infrastructures résilientes au climat (*Africa Climate Resilient Infrastructure Summit*)
AFRI-RES	Facilité d'investissement pour la résilience climatique en Afrique
AIC	Agriculture intelligente face au climat
ASS	Afrique subsaharienne
AT	Assistance technique
BAD	Banque africaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BPCA	Business plan pour le climat en Afrique
CAFI	Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (*Central African Forest Initiative*)
Cat-DDO	Option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (*Catastrophe Deferred Drawdown Option*)
CCI	Centre de coordination interrégional
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIWA	Coopération dans les eaux internationales en Afrique (*Cooperation in International Waters in Africa*)
COREP	Commission régionale des pêches du golfe de Guinée
CPP	Cadre de partenariat pays
CREWS	Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (*Climate Risk Early Warning Systems*)
CUA	Commission de l'Union africaine
DCC	Développement conduit par les communautés
DPS	Diagnostic pays systématique
DRDIP	*Development Response to Displacement Impacts Project* (projet visant à faire face aux conséquences des déplacements de population sur le développement durable)
ERPA	Contrat d'achat de réduction d'émissions (*Emission Reductions Payment Agreement*)
ESMAP	Programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie (*Energy Sector Management Assistance Programme*)
EUR (ou €)	Euro
Ex.	Exercice fiscal
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FiTI	Initiative pour la transparence dans le secteur de la pêche (Fisheries Transparency Initiative)
FPCF	Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GCF	Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund*)
GES	Gaz à effet de serre
GFDRR	Dispositif mondial pour la réduction des catastrophes et la reconstruction (*Global Facility for Disaster Reduction and Recovery*)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GIP	Gestion intégrée du paysage
IDA	Association internationale de développement (*International Development Association*)
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development*)
LVEMP	Programme de gestion environnementale du Lac Victoria (*Lake Victoria Environment Management Program*)
LVTP	Programme de transport du lac Victoria (*Lake Victoria Transport Program*)
MDTF	Fonds fiduciaire multidonateurs (*Multi-Donor Trust Fund*)
MSQ	Maintien du statu quo
ODD	Objectif de développement durable
ONUCEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
PIDA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
PIDACC	Programme intégré de développement agricole et d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Niger
PIF	Programme d'investissement pour la forêt
PIRC	Plan d'investissement pour la résilience climatique
PPER	Production propre et économe en ressources
PRC	Paysage résilient au changement climatique.
PROFOR	Programme sur les forêts (fonds fiduciaire multidonateurs)
PV	Photovoltaïque
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et gestion durable des forêts
REDISSE	Projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest (*Western Africa Regional Disease Surveillance Systems Enhancement*)
ResIP	Projet d'investissement dans la résilience (*Resilience Investment Project*)
SCA	Services de conseil et analyse
SdP	Série de projets
SICPI	Stratégies intelligentes face au climat et plan d'investissement
SNP	Santé, nutrition et population
SWIOFC	Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien (Southwest Indian Ocean Fisheries Commission)
TerrAfrica	Partenariat regroupant 30 pays africains pour la gestion durable des terres et des eaux
WACA	Programme de gestion du littoral ouest-africain (*West Africa Coastal Areas Management Program*)

Avant-propos

Nous sommes heureux de communiquer notre tout dernier rapport sur l'état d'avancement du Business plan pour le climat en Afrique (BPCA), l'effort stratégique de la Banque mondiale pour soutenir les États africains cherchant à accélérer un développement résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone.

La bonne nouvelle ? Nous agissons plus rapidement que prévu. Quelque 176 projets correspondant à un financement de la Banque de 17 milliards de dollars EU sont la preuve d'une mobilisation des ressources supérieure aux objectifs de 2020. Le BPCA de la Banque mondiale appuie l'action climatique dans tous les secteurs.

De nouveaux projets d'adaptation côtière, tels que le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA – West Africa Coastal Areas Management Program), produiront des moyens de subsistance durables pour les communautés marginalisées déjà impactées par l'érosion des côtes due au climat. En Éthiopie, au Niger et en Zambie, l'agriculture intelligente face au climat améliore la sécurité alimentaire des pauvres dans les zones rurales. L'accès aux énergies renouvelables renforce la résilience et dynamise la productivité grâce à une capacité hors réseau d'énergie solaire bien placée pour transformer les moyens de subsistance des zones rurales.

Mais, au vu des dernières informations, l'urgence d'accélérer l'action est claire et évidente : les impacts du changement climatique s'intensifient plus rapidement que prévu, tandis que les mesures d'atténuation n'ont pas été suffisamment dynamiques.

Il ne nous a pas échappé que l'Afrique a le moins contribué au réchauffement climatique et que, malgré cela, elle en subit déjà certains des impacts les plus dévastateurs, depuis des sécheresses fréquentes et longues, jusqu'à des pluies imprévisibles et des inondations plus nombreuses, pour n'en citer que quelques-uns.

Le changement climatique se fait pressant et nous ne pouvons nous permettre aucune complaisance. Ainsi, même si certains objectifs du BPCA ont été réalisés, la donne a changé, et le BPCA doit évoluer pour garder une avance sur ces risques. En collaboration avec les clients, les partenaires, le secteur privé, les organisations régionales et les experts, nous sommes plus que jamais déterminés à apporter un appui dynamique et solide à l'action climatique au cours des prochaines années.

Hafez Ghanem
Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Une marchande vend ses fruits et légumes au Cap-Vert.

Business plan pour le climat en afrique :
Troisième rapport sur l'état d'avancement
De la mise en œuvre et vision d'avenir

Résumé analytique

La récente publication du Rapport spécial 1,5°C du GIEC rend plus urgente que jamais la course de l'Afrique subsaharienne (ASS) vers la résilience. La région Afrique doit s'adapter au réchauffement de 0,5°C intervenu au cours des 50 dernières années tout en se préparant pour l'intensification des impacts du changement climatique. La bonne nouvelle est que la région ne part pas de rien ; la mauvaise est que le rythme actuel de l'action climatique est loin d'être approprié.

Le Business plan pour le climat en Afrique (BPCA)[1] **a certes été un catalyseur pour l'action climatique depuis son lancement en décembre 2015,** mais il doit se montrer nettement plus ambitieux en ce qui concerne l'étendue et le rythme de l'action climatique face à la nouvelle urgence consistant à gérer les risques climatiques tout en assurant un développement résilient au climat. Les progrès enregistrés jusqu'à la fin de l'exercice 2018 ainsi que les principaux défis non résolus sont résumés ici. Le rapport met également en évidence des projets couronnés de succès susceptibles d'être reproduits, les principaux enseignements tirés et des réflexions sur les orientations stratégiques futures.cts that can be replicated, key lessons learned, and reflects on future strategic directions.

POINTS CLÉS

i. Dans le cadre du Business plan pour le climat en Afrique, la Banque mondiale a mené à bien 176 projets et fourni un financement de l'IDA et de la BIRD d'un montant de 17 milliards de dollars EU en vue d'un développement résilient au climat en Afrique subsaharienne, soit nettement plus que la cible fixée pour la mobilisation des ressources de la Banque en 2020.

ii. Ces investissements ont engrangé des retombées positives sur le terrain grâce à des innovations dans la conception et le financement, et permis de tirer des enseignements clés pour la transformation et l'extension.

iii. En se concentrant principalement sur les actions visant à renforcer, énergiser et rendre possible la résilience dans les pays africains, la région Afrique a enregistré des avantages climatiques collatéraux de 27 % en 2018, excédant l'objectif régional de 22 % et les résultats de 25 % obtenus en 2017.

iv. La course à la résilience ne fait que devenir plus ardue : le rythme actuel de l'action climatique en Afrique subsaharienne est loin d'être suffisant, et les besoins sont plus urgents que jamais en ce qui concerne l'adaptation et la préparation à l'intensification des effets du changement climatique.

v. La Banque mondiale intensifie son engagement aux côtés des pays africains en ce qui concerne leurs Contributions déterminées au niveau national pour que l'action climatique soit intégrée dans nos cadres de partenariat pays et nos projets en réserve.

vi. Pour l'avenir, le BPCA propose d'intensifier son action et son engagement dans le domaine de l'adaptation et de la résilience climatiques en Afrique subsaharienne pour : 1) accélérer l'intégration de l'action climatique en vue d'une transformation d'échelle ; 2) soutenir des investissements transformationnels et étendus, dans des secteurs clés, y compris la santé et l'éducation intelligentes face au climat, afin de renforcer les systèmes de santé et les compétences pour des économies du futur résilientes face au climat ; 3) exploiter l'innovation et la technologie, telle que la technologie satellite pour que les pays fassent un bond vers la résilience au climat ; et 4) mobiliser un financement pour le climat et accélérer la mobilisation de l'investissement privé, en particulier dans les énergies renouvelables.

1. Business plan pour le climat en Afrique http://www.worldbank.org/en/programs/africa-climate-business-plan

I. Progrès realisés à l'echelle du portefeuille

Le BPCA et, de manière générale, le portefeuille régional de l'ASS font des progrès dans la réalisation des objectifs du Plan et des engagements climatiques de l'organisation.

Mobilisation des ressources

- Au cours de l'exercice 2018, des progrès considérables ont été enregistrés avec l'approbation par le Conseil d'administration de la Banque mondiale de 68 projets pour un engagement de 8,21 milliards de dollars EU. Ces projets couvrent une gamme d'instruments de financement, y compris des projets d'investissement, des opérations en appui des politiques de développement et des programmes axés sur les résultats. Dans l'ensemble, entre les exercices 2016 et 2018, un total de 176 projets et de 17 milliards de dollars EU de financement de la Banque ont été engagés, soit deux fois l'objectif de la Banque de 8,483 milliards de dollars EU fixé dans le BPCA (tableau 1) pour la mobilisation des ressources en 2020.
- L'affectation des ressources entre les trois piliers – renforcer, énergiser et rendre possible la résilience – est en bonne voie, voire en avance sur le calendrier. Dans l'ensemble, le financement de l'adaptation reflète environ les deux tiers du total des ressources mobilisées.
- Le financement à travers les flux financiers directement gérés par la Banque, en l'occurrence l'IDA et la BIRD, ainsi que par certains fonds fiduciaires (FEM, GFDRR, Finance carbone) est systématiquement suivi étant donné que l'information est aisément accessible grâce au système de production de rapports de la Banque mondiale. La diligence raisonnable dans le suivi du financement issu d'autres sources (telles que des organismes bilatéraux, d'autres banques multilatérales de développement et le secteur privé) nécessitera un meilleur suivi par la suite.
- Le réservoir d'investissements demeure important.

TABLEAU 1 : Projets de la Banque mondiale contribuant à la mise en œuvre du BPCA

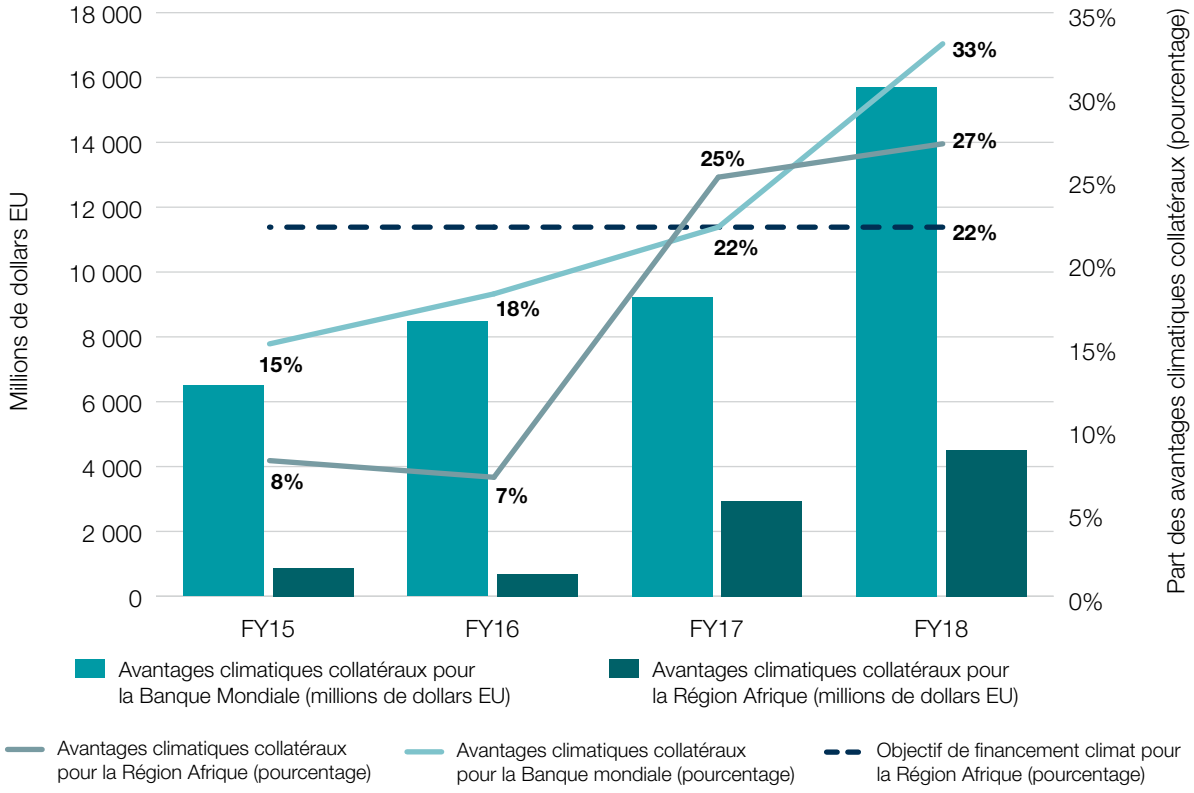
Ex.	Fin de semestre	Nombre cumulé de projets	Engagements cumulés (millions de dollars EU)	Ressources mobilisées par rapport à l'objectif (8,483 milliards de dollars EU)	Statut par rapport à l'objectif
Projets approuvés par le Conseil					
Ex.2016	31 décembre 2015	3	430,0		
	30 juin 2016	33	3 074,6	36 %	36 %
Ex.2017	31 décembre 2016	53	4 360,7		
	30 juin 2017	108	8 779	25 %	103 %
Ex.2018	31 décembre 2017	131	11 148		
	30 juin 2018	176	16 997	200 %	200 %
Projections préliminaires basées sur le réservoir					
Ex.2019	31 décembre 2018	269	25 964	50 %	
	30 juin 2019	320	32 277		
Ex.2020	31 décembre 2019	331	33 994		
	30 juin 2020	335	34 714	75 %	

Note : Les chiffres liés aux projets approuvés par le Conseil d'administration de la Banque mondiale jusqu'au 30 juin 2018 (Ex. 2018) sont définitifs. Les chiffres correspondant au réservoir sont des estimations et peuvent évoluer. Le volume du financement de la Banque mondiale pour les projets BPCA comprend l'IDA et la BIRD (pas de fonds fiduciaires).

Avantages climatiques collatéraux et autres engagements de l'organisation

- Le suivi des avantages climatiques collatéraux de l'atténuation et de l'adaptation pour le financement des projets par la Banque a révélé un niveau historique de 27 % pour la région Afrique au cours de l'exercice 2018, de plus de 25 % durant l'exercice 2017 et supérieur à l'objectif de 22 % de la région. La contribution de la région aux avantages climatiques collatéraux de l'ensemble de la Banque est importante (figure E.1), et 100 % des projets ont été examinés par rapport aux risques climatiques et de catastrophes.
- Une formation ciblée à l'ensemble complet des engagements climatiques (examen, avantages collatéraux, GES et prix du carbone), délivrée dans des camps d'entraînement au changement climatique (en Afrique occidentale et orientale) et au cours de sessions en face à face personnalisées, a accru la sensibilisation et les capacités du personnel et produit une meilleure conception et mise en œuvre de l'action climatique ainsi que des avantages climatiques collatéraux dans les investissements et les prêts de soutien aux politiques.

FIGURE 1 : Part annuelle du cofinancement avec avantages climatiques collatéraux, dans le financement de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne



Intégration du climat en amont et en aval

Le modèle d'engagement en amont du Groupe de la Banque mondiale auprès des pays comprend : 1) le Diagnostic pays systématique (DPS), qui évalue les contraintes et les mesures à prendre par chaque pays pour réaliser le double objectif de la Banque : réduire la pauvreté et parvenir à une prospérité partagée ; et 2) le Cadre de partenariat pays (CPP), présentant le programme (généralement quinquennal) du Groupe de la Banque concernant l'appui à un pays.

Dans l'ensemble, on constate une bonne intégration stratégique en amont des risques et opportunités liés au changement climatique dans les dix DPS et trois CPP de l'exercice 2018. Plus précisément :

- Le climat est de plus en plus intégré dans des domaines autres que la simple gestion des ressources naturelles dans les CPP, et un de ces CPP (celui de la Tanzanie) comprend même un indicateur pour le suivi des avantages climatiques collatéraux au niveau national.
- Tant les CPP que les DPS comprennent des liens plus étroits avec les contributions déterminées au niveau national (CDN) soumises dans le cadre de l'Accord de Paris, allant au-delà d'un simple alignement stratégique pour aborder des connexions sectorielles et multisectorielles, ainsi que des liaisons avec le cadre des résultats des CDN (ex. : la Guinée).
- De même, en aval, les investissements liés au BPCA appuient de plus en plus la mise en œuvre des CDN à l'aide de 49 projets d'investissement avec des liens allant de l'alignement stratégique pour la conception des caractéristiques des projets, jusqu'au suivi de l'exécution à l'aide de cadres des résultats – par exemple, la phase II du projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE – *Western Africa Regional Disease Surveillance Systems Enhancement*), d'un montant de 147 millions de dollars EU.
- La Banque travaille directement avec huit pays clients sur leurs CDN, pour les questions d'adaptation, d'atténuation et transversales. Elle appuie actuellement l'Ouganda, le premier pays africain à avoir un Plan de partenariat CDN, pour ses transitions systémiques visant à institutionnaliser le changement à grande échelle en intégrant le budget destiné au climat et l'examen des risques connexes dans les processus nationaux.

Renforcement de la capacité de résilience

- Une analyse du portefeuille du BPCA révèle qu'à travers leurs interventions, les projets accroissent les capacités fondamentales de résilience (86 % d'adaptation, 65 % d'absorption et 20 % de transformation). Des projets bien conçus stimulent les divers moyens (par exemple, à l'aide du projet d'agriculture intelligente face au climat au Niger et le projet de croissance agricole et rurale pour tous au Kenya) de renforcer ces capacités en intégrant les caractéristiques concrètes de la résilience (par exemple, robustesse, état de préparation, redondance).

Encadré 1 : Fournir de l'électricité aux communautés à faible revenu en Afrique subsaharienne

Interrogée en 2016 sur ce qui pourrait le plus l'aider, Adwoa Adezawa, une jeune poissonnière ghanéenne, répondit les services communautaires de base, en particulier l'énergie. Elle voulait de l'éclairage pour que ses enfants puissent lire, et de la réfrigération pour pouvoir vendre plus de poisson lors des pêches abondantes. Deux années plus tard, durant l'été 2018, plus de 40 millions de personnes peuvent satisfaire leurs besoins énergétiques de base grâce aux produits fournis grâce à l'appui au programme conjoint Lighting Africa de la Banque mondiale et de la SFI. Cette initiative innovante et ambitieuse a été lancée en faveur des familles à faible revenu telles que celle d'Adewaza. Son but est de fournir un éclairage solaire hors réseau à 250 millions de personnes privées de connexion réseau en Afrique subsaharienne au cours de la prochaine décennie. Ses activités comprennent un appui à l'utilisation productive du soleil (par exemple, l'irrigation et la meunerie solaires), des services communautaires (par exemple, écoles et centres de santé), des appareils ménagers hautement performants (par exemple, ventilateurs, téléviseurs, réfrigérateurs, etc.), et des modèles d'affaires par répartition (PAYG – pay-as-you-go) innovants permettant aux populations rurales à faible revenu d'accéder à des solutions modernes d'énergie propre. Le programme Lighting Africa s'est répandu à travers le continent et la planète, pour finalement devenir le programme Lighting Global. Celui-ci est une initiative du Groupe de la Banque mondiale visant à accroître rapidement l'accès à l'énergie solaire hors réseau du milliard de personnes privées d'électricité réseau dans le monde. L'accès à l'électricité améliore la vie des personnes et les rend plus à même de s'adapter au changement climatique.

II. État d'avancement des composantes du bpca et introduction de nouvelles composantes

Conçu à l'aide d'un processus inclusif, le BPCA a identifié plus d'une dizaine de domaines prioritaires (secteurs d'activité) pour l'action climatique appuyant les trois piliers de la résilience se renforçant mutuellement : renforcer la résilience, énergiser la résilience et rendre possible la résilience. L'annexe 1 présente les progrès réalisés depuis le départ par composante du BPCA, en termes de projets approuvés, de travaux d'analyse et d'efforts de mobilisation.

Renforcer la résilience

Ce pilier continue d'afficher de bonnes performances grâce aux ressources de l'IDA et de la BIRD. Plusieurs composantes du BPCA ont dépassé les attentes, notamment l'agriculture intelligente face au climat, la gestion intégrée des bassins versants, les villes intelligentes face au climat, et la protection sociale, en réponse à une demande croissante de ces investissements. L'exécution des projets de protection sociale a été cinq fois plus élevée, en partie à cause des impacts liés au changement climatique et du besoin d'un appui accru à la résilience. En dépit des solides résultats des composantes du BPCA, le rythme accéléré des impacts du changement climatique requiert une intensification du financement et de l'action. Une attention soutenue et étendue doit être accordée en priorité à des plans (existants) bien conçus et approuvés. De même, un appel à une planification anticipative (par exemple, dans les bassins hydrographiques stratégiques multinationaux) combinée à plus d'interventions programmatiques doit être lancé pour prévenir une adaptation inappropriée qui rendrait des communautés de plus en plus vulnérables et marginalisées.

La communauté internationale adoptant de multiples stratégies pour réduire les émissions, les possibilités de séquestration du carbone à l'aide du déboisement, du reboisement et des options d'utilisation des terres deviennent encore plus indispensables pour appuyer la résilience des communautés et les services écosystémiques. Investir dans le capital humain et social pour la résilience sociale, y compris à l'aide de la santé et de l'éducation, peut aider les familles à se constituer un solide filet de sécurité sociale pour faire face aux menaces des impacts du changement climatique pesant sur leurs communautés.

Saint Louis au Sénégal doit se défendre contre l'érosion du littoral.

Énergiser la résilience

Dans le cadre de ce pilier, la Banque a fourni un financement direct et des garanties contre les risques pour un certain nombre de projets de production d'énergie solaire, hydroélectrique et géothermique. Elle est ainsi en bonne voie pour tenir ses objectifs d'engagements pris dans le BPCA pour les énergies renouvelables. Les principaux acteurs conviennent que le développement intelligent face au climat de l'Afrique doit comprendre la planification d'une combinaison de combustibles de production afin d'optimiser les coûts et l'efficacité, tout en garantissant une viabilité financière des services d'électricité suffisante pour que ceux-ci soient solvables pour la production privée d'énergies renouvelables. Des interconnexions électriques régionales peuvent être renforcées pour que des énergies renouvelables à faible coût soient possibles. La Banque aide les pays clients africains à relever ces vastes défis sectoriels.

Rendre possible la résilience

Ce pilier, à considérer comme une combinaison de projets, de production des connaissances et de renforcement des capacités, est déterminant pour renforcer la mise en œuvre générale. Le recours à la Facilité d'investissement pour la résilience climatique en Afrique (AFRI-RES) et à d'autres plateformes de connaissances pour les travaux d'analyse et le renforcement des capacités (par exemple, TERRAFRICA, CIWA, PROFOR, la plateforme de partage des connaissances WACA) est essentiel pour multiplier ces gains d'habilitation et avoir un effet sur le changement d'échelle. Dans le cadre de la facilité AFRI-RES, plus d'une douzaine de projets réalisés pour les composantes du BPCA (agriculture, transport, ressources en eau, villes et énergie) ont bénéficié d'une assistance technique spéciale pour intégrer la résilience dans la conception en vue d'un apprentissage et d'une diffusion partagés.

L'annexe 1 introduit également les nouvelles composantes du BPCA (finance, compétitivité et innovation, éducation, santé) et d'autres domaines (exploiter la technologie et engagement stratégique dans les CDN) auxquels une plus grande attention doit être accordée pour aider à mettre en œuvre une action climatique concertée en ASS.

Encadré 2 : Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA)

« Jadis, nous avions des cocotiers, déclare Amélé Effowe du Togo, l'un des rares résidents accrochés à une communauté engloutie par la mer. Nous pouvions produire de l'huile de coco. L'érosion côtière a emporté nos cocotiers ». Elle a également emporté leurs maisons et leurs moyens de subsistance. Mais les pays de l'Afrique de l'Ouest, soutenus par la Banque mondiale et des partenaires, commencent à protéger et gérer les actifs de leur littoral. Le défi est immense, nécessitant des projets d'investissement et un mécanisme d'extension. Le premier projet d'investissement dans la résilience du littoral ouest-africain (ResIP WACA) a été approuvé par la Banque mondiale en avril 2018. L'enveloppe financière comprend un crédit de 190 millions de dollars EU fourni par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque, et un don de 20,25 millions de dollars EU du Fonds pour l'environnement mondial. Actuellement, le programme WACA travaille avec six pays (Bénin, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Togo) et les institutions régionales existantes. Le Fonds nordique de développement et la France ont depuis ajouté des ressources, et d'autres devraient suivre. Il est urgent d'investir : l'érosion côtière et les inondations en Afrique de l'Ouest menacent gravement les communautés, les moyens de subsistance, la sécurité et les infrastructures. La plateforme WACA lancée récemment est une autre innovation, qui encourage déjà les partenaires publics, privés et de la société civile à partager leurs connaissances et mobilise des fonds pour permettre à ces pays de maximiser leur résilience.

Encadré 3 : Protection en cas de catastrophe

Les données montrent que le changement climatique entrave les efforts déployés pour sortir les gens de la pauvreté. Le financement de 200 millions de dollars EU des politiques de développement de la gestion des risques de catastrophes, avec option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat DDO – *Catastrophe Deferred Drawdown Optio*n), offre au Kenya un accès rapide à des financements en cas de catastrophe ou d'urgence de santé publique, tout en soutenant des réformes clés renforçant l'aptitude du pays à gérer les impacts des catastrophes sur l'économie et les personnes les plus vulnérables. Ce projet appuiera les efforts proactifs des autorités pour gérer les catastrophes et les risques climatiques avec un programme complet de réformes qui réduira au minimum le poids de la relance économique au Kenya. La CAT DDO soutiendra également des améliorations dans l'environnement réglementaire des villes kényanes.

Principaux défis

Les déficits de connaissances, les contraintes de capacité et de ressources restent des problèmes pressants pour plusieurs pays de l'ASS. Quelques défis majeurs émergent au sein du portefeuille :

- Besoin de plus de réponses transformationnelles pour soutenir de profonds changements systémiques (par exemple, technologies et pratiques d'AIC ; facteurs de migration) en complément d'interventions incrémentales successives pour faire face aux impacts actuels du changement climatique.
- Financement destiné à approfondir l'engagement et à soutenir l'élan de l'action climatique (par exemple, REDD+, ERPA, extension des technologies d'électrification hors réseau, programmes Hydromet dans les pays).
- Besoin d'un financement pour soutenir les communautés rurales et tester des mécanismes innovants pour susciter l'investissement privé.
- Accès accru à des technologies innovantes telles que la télédétection, les capacités géospatiales et la science des données, pour la gestion et le suivi des systèmes naturels (par exemple, bassins hydrographiques, zones agricoles, systèmes forestiers).
- Besoin d'une analyse en amont pour intégrer systématiquement la résilience au changement climatique dans des contextes sectoriels (par exemple, des systèmes de transport) et multisectoriels (par exemple, les villes intelligentes face au climat).

Une employée à un nouveau poste électrique en Zambie.

Points clés et exemples de réussites

Le portefeuille du BPCA comporte de nombreux exemples de réussite dans la mise en œuvre de politiques, programmes et projets. Ces investissements produisent des résultats positifs sur le terrain grâce à des innovations dans la conception et le financement. Beaucoup d'entre eux sont mûrs pour être étendus et reproduits.

Parmi ces réussites, on peut citer :

- Le projet pour la compétitivité de la chaîne de valeur de la noix de cajou en Côte-d'Ivoire bénéficiera directement à 225 000 exploitants agricoles, transformateurs et vendeurs de noix de cajou, ainsi qu'à la jeunesse rurale à travers les emplois directs créés, tout en produisant les multiples avantages de l'agriculture intelligente face au climat.
- Alors que Madagascar se prépare pour la signature d'un contrat d'achat de réduction d'émissions, les efforts des pouvoirs publics pour mettre en place un système de suivi des forêts inclusif et accepté au niveau national, comprenant des ONG, des équipes d'universitaires et de chercheurs, ainsi que des ministères, sont exemplaires et reproductibles.
- Au Mozambique, le portefeuille des projets de gestion intégrée du paysage (GIP) maximise le financement destiné au développement en mobilisant des ressources commerciales pour les chaînes de valeur agricoles et forestières, en exploitant le capital privé pour la gestion des zones protégées, et en promouvant des partenariats entre le secteur privé et les communautés.
- Le projet de transport sur le lac Victoria et les projets de gestion environnementale du lac Victoria sont coordonnés de manière à gérer les risques climatiques et environnementaux affectant le développement du transport ou produits par lui, et à soutenir le développement de moyens de subsistance ruraux résilients à l'aide, à la fois, de la gestion durable des ressources naturelles et d'un accès amélioré au marché.
- Le projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis (Sénégal) cherche à réduire la vulnérabilité des populations aux dangers côtiers (les inondations ont déjà atteint leurs établissements scolaires et habitations) le long de la Langue de Barbarie, et de renforcer la planification de la résilience urbaine et côtière de la ville de Saint-Louis.
- Le projet de développement intégré des routes de desserte au Mozambique améliorera l'accès aux routes dans les zones où les pauvres ruraux vivent dans un isolement relatif, et reflète l'importance de l'intégration du climat pour générer des effets multiplicateurs pour l'économie et la population.
- Le programme d'investissement dans le littoral ouest-africain (WACA), récemment approuvé pour un montant de 225 millions de dollars EU, soutiendra les efforts de six pays et quatre institutions régionales pour réduire les risques climatiques. Il bénéficiera de la plateforme WACA récemment ouverte, qui encouragera les partenaires publics, privés et de la société civile à partager leurs connaissances et à étendre le financement.
- Le Projet hydroélectrique de Natchigal au Cameroun ne fait pas qu'attirer les capitaux privés et réduire la dette publique, il réduit également les coûts généraux des services d'électricité dans la mesure où le pays commence à satisfaire sa demande d'énergie à l'aide de sources renouvelables.
- Les Atlas mondiaux de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne achevés en 2017 fournissent un accès rapide et facile aux sites de projets d'investissements potentiels dans les énergies renouvelables.
- L'Option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes met en place des réformes clés pour renforcer l'aptitude du pays à gérer les risques liés aux catastrophes et au changement climatique, en prévoyant un accès rapide aux fonds en cas de catastrophe

Il est urgent et prioritaire d'agir de manière robuste et étendue à l'aide d'un financement accru et de la réplication des projets réussis. Dans plusieurs cas, l'appui du BPCA a conduit à l'élaboration de plans d'investissement spéciaux et de projets susceptibles d'être financés. Notamment : les Plans d'investissement dans l'agriculture intelligente face au climat (Zambie, Mali, Côte-d'Ivoire, Lesotho et Zimbabwe) ; les Programmes stratégiques pour la résilience au changement climatique (Malawi, Ouganda, Rwanda) au titre du Programme pilote pour la résilience au changement climatique ; les programmes à grande échelle de paiements fondés sur les performances pour la REDD+ et le renforcement des stocks de carbone dans 10 pays ; le Plan d'investissement dans la résilience au changement climatique du Niger ; et le Plan stratégique pour le bassin du Zambèze. Ces écosystèmes naturels assurent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de plus de 70 % de la population de la région et requièrent toujours une attention importante.

Enseignements tirés

Des enseignements peuvent être tirés sur la meilleure façon d'intégrer la résilience au changement climatique et de veiller à ce que les investissements continuent à produire des résultats durables et soutenables. Certains des principaux enseignements tirés sont :

1. **1Une assistance technique spéciale** pour les informations et technologies spécialisées. Cela comprend l'information géospatiale et l'analyse des données destinées à soutenir les responsables des politiques et la prise de décision ; le passage de modèles d'affaires réactifs à des modèles proactifs pour le transport résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone, mettant en évidence les principales activités techniques de transformation liées à la décarbonisation ; l'identification de possibilités de planification de l'espace maritime (PEM) ; la conception d'interventions de protection sociale ; et l'analyse en amont des transitions vers les villes dotées de bâtiments, infrastructures et services résilients au climat.
2. **Une capacité renforcée et un développement de compétences et stratégies** pour faire progresser les activités de gestion des risques climatiques. Par exemple, la capacité à initier et à faire avancer la compétitivité et l'innovation vertes en matière d'investissement visant à protéger les industries contre les impacts du changement climatique ; à lutter contre le changement climatique dans le secteur de la santé, et en tant que question transversale dans d'autres secteurs ; à encourager des approches de système de marché et à mobiliser des ressources du secteur privé pour le développement agricole ; et à exploiter des financements pour approfondir l'engagement et la mise en œuvre de programmes REDD+ à grande échelle fondés sur les performances.
3. **Un renforcement des connaissances** grâce à une meilleure compréhension du nexus climat-développement. Celui-ci comprend des liaisons entre les facteurs climatiques et les secteurs financiers à travers la recherche, la collecte de données et des ateliers de diffusion ; le financement d'infrastructures intelligentes face au climat et l'intégration d'informations sur les questions de changement climatique ; et l'incorporation du changement dans les programmes de cours et la formation des enseignants ; le suivi des impacts de la migration induite par le changement climatique et la prise en compte du besoin de mobilité en tant que stratégie d'adaptation.
4. **L'institutionnalisation de la nécessité d'un appui systématique et systémique à l'action liée au climat.** Ces changements, y compris les réformes des politiques, pourraient entraîner des améliorations dans la forme et la fonction des villes africaines ; le passage à des bâtiments résilients au changement climatique et à une réglementation plus forte en matière de constructions ; et un appui au renforcement des interconnexions électriques régionales pour des énergies renouvelables à faibles coûts.

III. Vision d'avenir pour le bpca – orientations strategiques

Plusieurs études récentes de la Banque mondiale ont souligné les effets néfastes du changement climatique sur les écosystèmes, les moyens de subsistance et les populations de l'Afrique subsaharienne :

- *Changing Wealth of Nations* note que certains pays à faible revenu, notamment de l'Afrique subsaharienne, ont enregistré une baisse de la richesse forestière et des terres agricoles par habitant. Combinée à la preuve croissante des effets du changement climatique sur l'eau, les terres arides, les villes, l'agriculture et les migrations, la dégradation des ressources naturelles aura de graves conséquences sur le développement de l'Afrique.
- *Uncharted Water* fournit des preuves de la manière dont les effets de la rareté de l'eau et de la sécheresse peuvent être encore plus importants que prévu, causant des dommages à long terme et intergénérationnels d'une manière jusqu'ici ignorée ou insuffisamment documentée. Par exemple, l'étude révèle que les enfants nés au cours de sécheresses graves en Afrique rurale subissent des effets néfastes sur leur santé tout au long de leur vie, avec des conséquences directes pour leur progéniture, qui est beaucoup plus susceptible de souffrir de malnutrition.
- *Groundswell : Le rapport sur la préparation à la migration interne due au climat* prévoit que, d'ici 2050, le nombre de migrants climatiques pourrait atteindre 86 millions en Afrique subsaharienne selon le scénario de référence pessimiste ; et la région verra émerger des « points chauds » d'immigration et émigration climatiques consécutives à la diminution de la disponibilité de l'eau, à la perte de productivité des cultures, à l'élévation du niveau de la mer et aux épisodes de tempête.

Le changement climatique et ses impacts interagiront de multiples et complexes façons avec d'autres tendances lourdes se développant dans la région.

- D'ici 2050, l'Afrique affichera la plus forte croissance démographique avec un supplément de 1,3 milliard d'habitants du continent, soit un peu plus de la moitié de la population mondiale supplémentaire (ONU, 2017). Dans les pays africains, la croissance économique est tirée par l'augmentation de la population, des niveaux de plus en plus hauts d'instruction, et l'absorption des technologies. Que la croissance démographique de l'Afrique soit un dividende ou une catastrophe dépend de la manière dont les pouvoirs publics tirent parti des facteurs clés, notamment le potentiel des jeunes et la participation des femmes au marché du travail. Des secteurs tels que l'agriculture, qui ont traditionnellement absorbé la population active, seront de plus en plus mis en difficulté par le changement climatique.
- En Afrique, la proportion d'enfants sous-alimentés ou atteints d'un retard de croissance modéré ou grave devrait augmenter avec le changement climatique, l'accroissement le plus significatif étant de 31 à 55 % pour le retard de croissance grave.
- La demande d'énergie passera à plus de 3 100 TWh d'ici 2040 ; les volumes de transport correspondants augmenteront de 6 à 8 fois, avec une hausse particulièrement forte pouvant atteindre 14 fois dans certains pays enclavés ; les besoins en eau vont pousser certains bassins hydrographiques – notamment ceux du Nil, du Niger, de l'Orange et de la Volta – à la limite de leur capacité écologique ; la demande de technologie de l'information et des communications (TIC) sera multipliée par 20 avant 2020, à mesure que l'Afrique comblera son retard en matière de haut débit.
- La capacité hydroélectrique devrait être multipliée par six et la superficie irriguée s'accroître de 60 %, et même de jusqu'à 700 % dans certains bassins (Union africaine et coll., 2012).
- Africa's Cities : Opening Doors to the World (Banque mondiale, 2017) affirme qu'avec l'urbanisation croissante, la population des zones urbaines doublera au cours des 25 prochaines années, passant de 472 millions d'habitants à près d'un milliard, à mesure que davantage de migrants seront poussés ou attirés vers les villes africaines depuis la campagne.

À travers le BPCA, l'action climatique doit considérer les défis et les opportunités présentés par ce contexte élargi pour aider les pays d'Afrique subsaharienne à atteindre leurs objectifs de développement durable à l'aide de stratégies à faibles émissions de carbone et résilientes au climat. Cette approche holistique protégera d'une mauvaise adaptation ou d'une fixation sur des options d'adaptation rigides, tout en garantissant que l'adoption de trajectoires à faibles émissions de carbone aidera les pays à passer à un développement durable résilient au climat. Le renforcement de la résilience nécessitera un ensemble d'interventions – incrémentielles,

successives et transformationnelles – répondant aux incertitudes dans lesquelles les impacts climatiques peuvent intervenir dans les contextes locaux et régionaux.

Des stratégies anticipatives et proactives sont essentielles pour s'assurer que l'Afrique est prête à relever le défi majeur que posera le changement climatique aux économies de la région. Les investissements dans le capital humain – à savoir une combinaison d'instruction, de compétences et de santé accumulées au cours de l'existence – doivent tenir compte des impacts climatiques qui peuvent compromettre les gains réalisés dans tous les secteurs et dans l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à travers les générations. Une infrastructure à longue durée de vie conçue selon des normes résistantes aux impacts climatiques et assurant la fourniture de services est essentielle pour garantir et soutenir la résilience des économies et des communautés en général. La région doit exploiter la technologie comme un domaine de croissance et d'opportunité. Bien qu'inférieur à la moyenne mondiale de 65 %, le taux de pénétration des abonnements à la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne était de 44 % (444 millions) à la fin de 2017 et devrait atteindre 52 % d'ici 2050 (Banque mondiale et coll., 2012).

Actuellement dans sa troisième année de mise en œuvre, le BPCA s'est avéré une robuste plateforme pour renforcer et galvaniser l'action climatique et élaborer la future feuille de route. S'appuyant sur les défis, les réalisations et les enseignements tirés, le BPCA doit se concentrer sur le renforcement de l'engagement et du soutien en faveur d'une action climatique transformationnelle et étendue dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Les quatre nouvelles composantes du BPCA visent certains des défis et opportunités d'accélération de l'action climatique. Cela comprend un accent sur i) **l'engagement stratégique à l'aide des CDN** pour intégrer le climat institutionnel dans les processus nationaux ; ii) la **santé et l'éducation** en tant que plateformes fondatrices de la production d'un capital humain en bonne santé et bien qualifié pour gérer et contrer les impacts climatiques ; iii) **les systèmes financiers verts** intégrant les risques climatiques dans les politiques, réglementations, normes et cadres régissant le secteur financier, améliorer la protection financière contre les risques liés au climat et promouvoir la compétitivité verte ; et iv) l'**exploitation de la technologie satellitaire pour la résilience au climat** en tant que forme de technologie de rupture pour aider les pays à devenir résilients grâce à des applications innovantes dans des investissements spécifiques et grâce à un renforcement des capacités.

Pour l'avenir, le BPCA est conçu pour consolider et intensifier l'action et l'engagement en faveur de l'adaptation au changement climatique et de la résilience en Afrique subsaharienne à l'aide des nouvelles orientations stratégiques suivantes :

1. ***Engagement stratégique et systémique du pays pour les CDN***
   - Accélération de l'institutionnalisation de l'action climatique pour la transformation à grande échelle – dans l'ensemble des secteurs et des localisations géographiques, en travaillant en partenariat avec les pays, les organisations régionales et des experts internationaux.

2. ***Investissements étendus et transformationnels dans des secteurs et domaines clés***
   - Concentration soutenue et étendue sur l'agriculture et les paysages intelligents face au climat, renforçant la résilience grâce aux énergies renouvelables, aux villes et systèmes de transport intelligents face au climat – grâce à des plans d'investissement existants bien conçus et convenus.
   - Investissement dans le capital humain et social axé sur la santé, l'éducation et la résilience sociale pour court-circuiter la spirale descendante intergénérationnelle due aux impacts du climat.
   - Mobilisation du secteur privé pour dynamiser les chaînes de valeur et l'accès aux marchés (de l'énergie) tout en tirant parti de l'impulsion pour maximiser le financement du développement.

3. ***Exploitation de l'innovation, de la technologie et des connaissances pour favoriser la résilience***
   - Mobilisation de l'innovation et de la technologie soutenant des environnements propices à la croissance verte ; et mobilisation de technologies de rupture telles que les applications de la technologie par satellite pour faire avancer les pays vers la résilience au changement climatique.
   - Encourager les plateformes soutenant *la production des connaissances sur le climat et leur échange.*

4. ***Obtention de financements pour le climat et mobilisation du secteur privé***
    - Mobilisation de ressources pour l'action climatique et réduction de l'écart dans les besoins de ressources.
    - Mobilisation du secteur privé pour les énergies renouvelables et les innovations telles que les obligations bleues et vertes.

L'allure future du BPCA sera encore affinée et alignée sur les actions et objectifs climatiques d'entreprise post-2020 du Groupe de la Banque mondiale (GBM), structurés autour de cinq thèmes :

1. Approfondissement de l'intégration du climat et accroissement du financement direct destiné à l'action climatique ;
2. Augmentation de l'effet de levier des financements privés et création de marchés pour l'action climatique ;
3. Investissement systématique en vue d'un monde mieux adapté ;
4. Obtention d'un impact systémique plus important au niveau des pays ;
5. Élévation des actions climatiques dans les secteurs et zones clés.

IV. Conclusion

Dans l'ensemble, ce troisième rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du BPCA, impliquant 176 projets et un financement de la Banque mondiale de 17 milliards de dollars EU, témoigne d'une mobilisation des ressources nettement supérieure aux objectifs fixés pour 2020. Le changement climatique est toutefois une cible dangereusement mouvante, tout comme devront le devenir les principales capacités de résilience des pays à mesure que les impacts s'accéléreront. Le BPCA soutient l'action climatique dans chaque secteur, aux niveaux national et régional, depuis l'agriculture intelligente face au climat au Niger jusqu'à l'inclusion rurale dans la croissance du Kenya. Les zones nouvellement protégées du Mozambique viennent compléter les chaînes de valeur améliorées et l'adaptation des zones côtières en Afrique de l'Ouest pourrait créer de nouveaux moyens de subsistance pour les communautés côtières marginalisées, tandis que l'accès à des formes d'énergie renouvelable améliore la résilience des populations de multiples façons. Ainsi, même si certains objectifs du BPCA ont été réalisés, la donne a changé, et le BPCA doit évoluer pour garder une avance sur ces risques.

Les pays d'Afrique subsaharienne sont touchés de manière disproportionnée par le changement climatique, malgré leurs contributions historiquement faibles au réchauffement de la planète. La disponibilité limitée de financement destiné à l'action climatique, la complexité des procédures, la demande accrue d'information, et les graves contraintes de capacités nécessitent une attention urgente si l'on veut que les pays d'Afrique subsaharienne reçoivent le financement requis. Le financement du secteur privé doit être un élément clé de la solution.

L'éducation, comme la santé et l'alimentation, est au cœur du capital humain. © Arne Hoel / World Bank

TABLEAU 2 : Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des composantes du BPCA (Exercices 2016 à 2018) et introduction de nouvelles composantes

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
	RENFORCER LA RÉSILIENCE	
	Capital naturel	
Agriculture intelligente face au climat (AIC)	Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé 57 projets soutenant l'AIC avec des engagements cumulés de 1,8 milliard de dollars EU. Ces projets visent à améliorer les moyens de subsistance de 6,6 millions d'exploitants agricoles et à accroître la résilience au changement climatique et la productivité de plus de 2,9 millions d'hectares de terres. Les plans d'investissement dans l'AIC (SIPIC) ont été élaborés pour cinq pays et 10 profils de pays AIC ont été rédigés ; leadership continu en matière de connaissances et de mobilisation à travers de multiples forums.	Besoin de davantage de mesures transformationnelles pour soutenir une extension systémique profonde des technologies et pratiques de l'AIC ; exploiter les gros volumes de données et les capacités géospatiales de l'Observatoire de renseignement agricole pour cibler les interventions intelligentes face au climat ; promouvoir les efforts pour intégrer la résilience dans les politiques, les incitations et les investissements du secteur agricole ; promouvoir les approches des systèmes de marché et mobiliser les ressources du secteur privé pour le développement agricole ; et aider les pays clients à améliorer la gestion des risques pour la sécurité alimentaire
Paysages résilients au changement climatique (terres sèches)	Bon progrès global. Le programme de gestion durable du paysage en Éthiopie, ciblant 807 300 hectares et 8,8 millions supplémentaires d'équivalent de dioxyde de carbone accumulés ; plus de 400 000 ménages impliqués. Au Soudan, 100 000 hectares de terres sont gérés à l'aide de pratiques de gestion durable du paysage ; et plus de 15 000 hectares bénéficient d'une protection renforcée de la biodiversité. Des interventions sur les institutions, les politiques et les informations ont eu lieu dans les pays suivants : Éthiopie, Mozambique, Burundi, Ghana, Côte d'Ivoire, Madagascar, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, RDC et Ouganda.	Besoin de davantage de financement pour soutenir les communautés rurales, tester des mécanismes innovants pour attirer l'investissement privé ; assistance technique, politiques et adoption des technologies ciblées ; et amélioration de la portée géographique. Diversification et augmentation de la couverture végétale à mettre en œuvre sur 100 millions d'hectares pour prévenir la dégradation (d'ici 2030).
Paysages résilients au changement climatique (forêts)	Couvre plusieurs programmes de pays, exploitant une série d'instruments et de financements pour faire avancer l'agenda : le programme pour les paysages forestiers d'Afrique compte 17 programmes pays actifs bénéficiant aux communautés ; le financement comprend BioCarbon, le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (FPCF), le Fonds de préparation REDD+, le Fonds carbone, et le Programme d'investissement pour la forêt (PIF). Environ 101 millions de dollars EU ont été engagés par le FPCF dans 15 pays. Plus de 30 millions de dollars EU ont été alloués par l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) à 4 pays ; 10 pays préparent des programmes à grande échelle pour des paiements fondés sur la performance pour la REDD+ et les stocks de carbone améliorés ; 11 pays sont soutenus par le PIF.	Mobilisation de financements pour approfondir l'engagement et maintenir l'élan : appuis supplémentaires du FPCF pour REDD + ; mise en œuvre de programmes REDD + à grande échelle fondés sur les performances ; besoin de ressources d'investissement pour que la signature du premier contrat d'achat de réduction d'émissions (ERPA) puisse conduire à la mise en œuvre des plans du PIF ; besoin de plus d'engagement proactif de la part du secteur privé, en particulier autour des chaînes d'approvisionnement des produits de base (par exemple, le cacao). Le Plan d'action de la Banque mondiale pour les forêts fournit un cadre directeur et l'examen à mi-parcours est en train d'évaluer les progrès globaux de la Banque (16-18) en matière de foresterie durable, d'interventions intelligentes par rapport aux forêts (dans les secteurs non forestiers), résilience au changement climatique, droits et participation, et institutions et gouvernance, y compris les aspects liés au genre et à la biodiversité.
Gestion intégrée des bassins versants	En plus de l'attention portée aux bassins hydrographiques stratégiques, une planification stratégique doit être entreprise pour cadrer systématiquement les prêts visant la résilience au changement climatique. Travaux d'analyse et outils d'aide à la décision : utilisation de divers instruments de prêt pour la programmation de la résilience : PIRC au Niger – voir ci-dessous ; approche programmatique progressive ; opérations de politiques de développement.	
Bassin du Niger	La Banque et neuf contreparties issues des pays ont défini un ensemble prioritaire de 123 interventions sur la base du Plan d'investissement pour la résilience climatique (PIRC) pour le Niger, à un coût estimé à 1,9 milliard de dollars EU ; finalisation de la préparation de deux opérations de prêt ; supervision de la mise en œuvre du projet d'initiative pour l'irrigation dans le Sahel.	La Banque achèvera la préparation du projet 1 du programme de renforcement de la résilience au changement climatique dans le bassin du Niger et poursuivra la préparation des projets suivants de la série de projets (SdP). La préparation du projet PIDACC de la BAD sera finalisée ; utilisation accrue de la télédétection pour améliorer la surveillance du bassin.

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
Bassin du lac Victoria	Le LVEMP 2 a été mené à bien avec plusieurs résultats : protection de l'infrastructure écologique ; 28 118 ha de terres affectées par l'érosion du sol, soumis à des pratiques de gestion durable des terres, et 3 523 ha de terres humides dégradées restaurés ou réhabilités à l'aide de plus de 630 activités de développement conduit par les communautés (DCC) ; plus de 12 000 agriculteurs ont adopté des mesures de conservation des sols et de l'eau dans le cadre de pratiques d'agriculture intelligente face au climat ; nouvelles installations publiques d'assainissement (desservant environ 150 000 personnes) ; améliorations majeures de la gestion des eaux usées dans sept villes ; amélioration de la navigation ; une assistance technique à la production propre et économe en ressources (PPER) a entraîné un investissement privé de 26 millions de dollars EU ; première phase du programme de transport du lac Victoria (LVTP) au Rwanda approuvée en 2017 ; et évaluation des risques liés au climat achevée pour la région de Mwanza en Tanzanie.	Le LVEMP3 est en cours d'élaboration, avec un montant de 225 millions de dollars EU de l'IDA engagés par cinq pays LVB. Le LVTP et le LVEMP se coordonnent et se complètent mutuellement pour gérer les risques climatiques et environnementaux générés par le développement des transports ou l'affectant, et pour soutenir le développement de moyens de subsistance ruraux résilients, à la fois par une gestion durable des ressources naturelles et par un meilleur accès au marché.
Bassin du Zambèze	La planification stratégique pour un cadre d'investissement commun en est à un stade avancé ; les investissements combinés dans les 8 pays riverains s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars EU. Les rapports de la phase de diagnostic et de l'orientation stratégique sont terminés. Des scénarios de développement du bassin sont en cours de préparation et seront suivis par une évaluation du partage des avantages ; des systèmes de partage de données et d'aide à la décision sont maintenant opérationnels ; analyse d'équivalence des lois et des politiques – des options harmonisées ont été proposées : les options et recommandations seront prises en compte dans les futures initiatives de soutien ; investissement dans le développement hydroélectrique de Batoka : toutes les études ont atteint un stade avancé et sont complétées par des analyses supplémentaires prenant en compte la variabilité du climat et la viabilité macro-économique.	Le bassin du Zambèze est l'un des quatre bassins hydrographiques africains prioritaires dans le cadre du programme CIWA sur les eaux transfrontalières du MDTF – un point d'entrée pour catalyser les futures possibilités de financement dans le bassin ; recours à des technologies innovantes telles que LiDAR et la modélisation, pour aider à identifier d'autres domaines d'appui.
Économie marine intelligente face au climat	La Banque a effectué 17,1 millions de dollars EU d'investissements directs dans l'économie marine intelligente face au climat. Des progrès réguliers ont été réalisés par rapport à l'objectif de 220 millions de dollars EU (d'ici 2020), passant de 9 % pour l'exercice 2016 à 42 % en 2017 et à 71 % pour l'exercice 2018 ; par le biais d'investissements directs et d'opérations du Programme des résultats à l'appui de projets pilotes de pêche et de moyens de subsistance résilients au changement climatique ; mobilisé 500 millions de dollars EU du Fonds nordique de développement (NDF) ; Les opérations SWIOFish1 (P132123), SWIOFish2 (P153370) et SWIOFish3 (P155642) continuent de renforcer la gouvernance des pêches aux Comores, au Mozambique, en Tanzanie, à Madagascar et aux Seychelles ; première obligation bleue émise par l'État des Seychelles pour soutenir la transition vers une économie bleue ; nouveaux CSA pour améliorer la gouvernance des pêches et accroître les avantages économiques et les intrants des opérations d'investissement dans le COREP ; Initiative pour la transparence dans le secteur de la pêche (FiTI) pour aider à institutionnaliser la transparence dans le secteur de la pêche.	La planification de l'espace maritime (MSP) est un domaine où la demande des clients augmente rapidement et où la Banque mondiale pourrait jouer un rôle important en augmentant l'assistance technique, en aidant à identifier les opportunités et en réalisant des investissements.

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
	Capital physique	
Villes intelligentes face au climat	Les efforts ont dépassé l'assistance technique pour se tourner vers un financement spécifique dans trois domaines : a) le renforcement des capacités ; b) des infrastructures, des bâtiments et des services résilients ; et c) les partenariats et la mise en réseau des villes pour le partage des connaissances. L'objectif consistant à élaborer des plans pour la résilience dans 20 villes africaines d'ici 2022 a été largement dépassé, les activités locales de planification de la résilience et de renforcement des capacités étant achevées ou en cours dans plus de 100 villes. La Banque a engagé un total de 2,27 milliards de dollars EU pour soutenir les opérations d'investissement pour un développement résilient au climat et aux catastrophes dans les zones urbaines de douze pays. Sept des investissements ciblent directement des villes moyennes (Saint-Louis, Freetown) et grandes (Accra, Antananarivo, Dakar, Dar Es-Salaam, Ibadan), les autres ciblant plusieurs villes de leurs pays respectifs. En ce qui concerne les partenariats et la mise en réseau des villes pour le partage des connaissances, la Banque fait partie de la collaboration de Medellín sur la résilience urbaine et collabore étroitement avec des partenaires internationaux. Des capacités renforcées de gestion intégrée des risques devraient profiter à plus de 100 villes et environ 70 millions de personnes.	Les villes intelligentes face au climat constituent un vaste et crucial secteur d'activité multisectoriel : les politiques évoluent pour améliorer la forme et les fonctions des villes africaines ; passage à des bâtiments, infrastructures et services résilients au changement climatique ; réglementations efficaces en matière d'utilisation et d'aménagement du territoire ; et capacité d'application est essentielle. Il est indispensable d'investir dans l'analyse en amont lors de telles transitions.
Résilience côtière (Afrique de l'Ouest)	Le projet WACA d'investissement dans la résilience (ResIP) d'un montant de 225 millions de dollars EU (dont 190 millions de l'IDA et 20,25 millions du FEM) a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale pour six pays et quatre institutions régionales. Le programme s'attaquera à l'érosion côtière, aux inondations, à l'amélioration de la gestion des bassins versants et soutiendra la lutte contre la pollution. Une plateforme WACA a été lancée pour étendre le programme WACA à environ 2 milliards de dollars EU. Elle mobilisera les connaissances et l'expertise pour adapter les solutions techniques aux défis du développement, mettre en place un marché pour les pays afin de mobiliser des financements et des partenariats public-privé à l'appui de leurs plans d'investissement multisectoriels, et remonter significativement la barre en faisant participer des décideurs du plus haut niveau. La plateforme est exécutée par la Banque et soutenue par un don de 5 millions d'euros du Fonds nordique de développement et d'un million de dollars EU du GFDRR. Une fois que la plateforme sera opérationnelle, les fonctions de connaissances, finances et dialogue devraient être transférées à une ou plusieurs organisations régionales. Dans l'intérêt de l'extension, un dialogue a été engagé avec le Centre de coordination interrégional (CCI) de Yaoundé (Cameroun), qui soutient la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la sécurité et la sûreté au sein de l'espace maritime commun de l'Afrique centrale et de l'Ouest.	Reconnaissant les besoins de financement – de l'ordre de 2 milliards de dollars EU et s'appuyant sur le lancement réussi du programme WACA, où treize gouvernements ont adopté le communiqué du WACA – la plateforme WACA cherchera à attirer les instruments de financement existants et à en développer de nouveaux ; un engagement du CCI doit être étendu à d'autres régions d'Afrique subissant des pressions similaires sur leurs zones côtières.
Transports intelligents face au climat	Depuis 2016, un nombre croissant de projets de transport nouvellement approuvés intègrent des considérations climatiques visant à : i) améliorer la résilience des infrastructures de transport africaines au changement climatique ; et ii) améliorer l'efficacité carbone des systèmes de transport en Afrique subsaharienne. Engagement de 1,9 milliard de dollars EU, dont 90 % financés par l'IDA, pour quinze projets liés au climat au cours de cette période de trois ans. Le dernier ajout au portefeuille de la Banque comprend quatre projets de transport tenant compte du climat et représente l'intégralité des approbations de l'exercice 2018 destinées au transport en Afrique, combiné à engagement de financement IDA de 553 millions de dollars EU.	Pour passer d'un modèle d'affaires réactif à un modèle proactif pour le transport résilient au changement climatique et à faible émission de carbone en Afrique, la Banque continuera de mettre l'accent sur le travail technique transformateur de base lié à la résilience (logistique et fret, systèmes de mobilité urbaine, données et informations pour la conception des infrastructures, planification a priori des réactions aux catastrophes, renforcement des capacités) et sur la décarbonisation des systèmes de transport (lignes de transport urbain, efficacité du parc de camions, renforcement de l'environnement favorable).

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
	Capital humain et social	
Protection sociale	Un total de 33 projets représentant plus de 2 milliards de dollars EU a été financé par l'IDA et des fonds fiduciaires ; cela a largement dépassé les objectifs fixés dans le BPCA, reflétant une demande croissante pour ces services. Cela inclut de plus en plus des éléments adaptatifs, notamment des programmes de filets de sécurité étendus, fondés sur des informations d'alerte précoce destinées à être utilisées pour des évaluations saisonnières et des appels humanitaires à la création de nouveaux déclencheurs basés sur des données satellitaires. La Banque collabore de plus en plus avec les partenaires humanitaires pour harmoniser les approches et constituer des systèmes. Les programmes de travaux publics financés en Éthiopie, au Niger, à Madagascar et en Tanzanie sont de plus en plus axés sur les investissements dans la gestion des paysages (par exemple, la conservation des sols, la gestion des bassins versants, le reboisement, la réhabilitation des terres érodées) ayant des effets directs sur l'atténuation des changements climatiques.	Le rôle des programmes de filet de sécurité dans la réaction aux chocs est de plus en plus important. Les fonds du guichet de riposte aux crises ont été acheminés à travers le filet national de sécurité. Une assistance technique est essentielle pour aider les autorités à identifier et obtenir un financement pour étendre les filets de sécurité, tandis que le travail sur la macro-assurance (à proposer à travers l'*Africa Risk Capacity*, des budgets de réserve pour aléas, et des instruments, y compris les prêts aux politiques de développement avec des CAT-DDO et le financement humanitaire plus traditionnel) ainsi que la conception, les tests et l'essai à titre pilote d'interventions productives promouvant la diversification des moyens de subsistance commencent à devenir des domaines importants.
S'attaquer aux facteurs et aux impacts de la migration	Plusieurs grandes opérations, d'un total supérieur à 300 millions de dollars EU, approuvées pour le Kenya, l'Ouganda, et les Grands Lacs, ainsi que des projets régionaux (DRDIP en Éthiopie, en Ouganda et à Djibouti) visent les impacts du déplacement forcé et de la migration ; financement supplémentaire de 8,18 millions de dollars EU pour le DRDIP au Kenya ; 150 millions de dollars EU pour l'Ouganda ; et des projets ciblés plus petits, notamment un don de 3 millions de dollars EU à l'IGAD pour mettre en place le secrétariat régional pour le déplacement forcé et la migration mixte et cibler une résilience inclusive des communautés et la violence sexiste (Somalie). Des mesures d'adaptation ont également été mises en œuvre à Sao Tomé-et-Principe.	Les flux de personnes déplacées de force continuent d'augmenter dans la Corne de l'Afrique, la région des Grands Lacs, la région du lac Tchad, le Sahel et d'autres pays du continent. L'approche consistant à proposer des solutions de développement à long terme et à sortir de l'aide d'urgence s'avère produire un impact transformateur. À mesure que les opérations de la Banque continueront à se développer dans ce domaine, il deviendra important de suivre les impacts et de partager les apprentissages dès qu'ils apparaissent. Nécessité de prendre de l'avance pour faire progresser la mobilité en tant que stratégie d'adaptation, en s'appuyant sur les bonnes pratiques.
	ÉNERGISER LA RÉSILIENCE	
Énergie solaire	En voie d'atteindre l'objectif à court terme de soutenir 1 GW d'énergie solaire connectée au réseau d'ici 2023. Prêt de 80 millions de dollars EU approuvé pour six projets solaires connectés au réseau dans cinq pays et à la CEDEAO. La capacité totale de production d'énergie solaire générée par ces opérations s'élève à 650 MW. La progression vers l'objectif hors réseau de desservir 5 millions de consommateurs d'ici 2023 est relativement lente en raison de la jeunesse de ce sous-secteur dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne : dix projets ont été approuvés pour un montant de 500 millions de dollars EU et devraient fournir des services d'électricité hors réseau à environ 1,4 million de ménages. À mesure que le sous-secteur murira, l'investissement devrait augmenter dans cet espace. La Banque mondiale/ESMAP a lancé un ***atlas solaire mondial*** pour orienter le développement de l'énergie solaire en Afrique et ailleurs. La Banque a également dirigé les programmes ***Lighting Africa*** et ***Lighting Global***, qui soutiennent l'extension des systèmes solaires domestiques (étude de cas ci-dessous).	En raison de la baisse des coûts de l'énergie solaire photovoltaïque et des succès des enchères solaires en Afrique subsaharienne, la Banque est de plus en plus sollicitée pour soutenir l'expansion de l'électricité photovoltaïque connectée au réseau en tant que solution pour réduire la dépendance à la production d'énergie thermique à l'aide de combustibles fossiles. Au moins six projets solaires connectés au réseau sont actuellement dans le réservoir et le stockage de batteries lié à la production d'électricité photovoltaïque est en nette expansion. Il existe également un fort élan vers l'extension des technologies d'électrification hors réseau, notamment les systèmes solaires domestiques et les mini-réseaux. La Banque prépare également un projet régional en Afrique de l'Ouest visant à soutenir les solutions d'énergie solaire hors réseau dans la région.
Énergie hydraulique	Au cours de cette période, la Banque a approuvé dix projets, qui comprenaient un appui au développement de l'énergie hydroélectrique à une échelle totale de 460 MW. Le projet le plus important était le projet hydroélectrique de Nachtigal au Cameroun, d'une capacité de 420 MW. Les 60 MW restants proviennent de petits projets hydroélectriques à différents stades de développement. Avec dans le réservoir, des projets au Malawi et en Sierra Leone totalisant 448 MW, la Banque est en passe d'atteindre l'objectif de soutien à 1GW d'ici 2026.	Compte tenu du développement croissant des énergies renouvelables variables (ERV), les services complémentaires fournis par l'hydroélectricité devraient être analysés plus avant et améliorés dans les projets à venir. Les services auxiliaires et la flexibilité apportés par l'hydroélectricité sont essentiels pour la stabilité des systèmes énergétiques – soutien supplémentaire au développement du marché et rémunération des services auxiliaires.
Énergie géothermique	En 2016, la Banque a approuvé un financement de 53,2 millions de dollars EU pour soutenir davantage des centrales géothermiques au Kenya (Olkaria I et IV, pour un total de 280 MW). Ceci constitue un progrès important vers l'objectif important de soutien à 500 MW d'ici 2026. En Éthiopie, les forages géothermiques sur le site d'Aluto Langano ont été retardés, mais progressent actuellement. La Banque aide également l'Éthiopie à développer sa capacité interne de développement géothermique grâce à un partage sud-sud des connaissances. Des activités d'assistance technique au développement géothermique, telles que l'exploration de surface, sont en cours en Tanzanie, au Malawi et en Ouganda.	D'autres pays d'Afrique orientale sont en phase de reconnaissance et d'exploration initiale. Le soutien de la Banque s'est concentré sur le partage du risque d'une telle exploration en amont.

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
	RENDRE POSSIBLE LA RÉSILIENCE	
Programme Hydromet en Afrique	La phase I du programme Hydromet en Afrique profitera à plus de 100 millions de personnes dans 15 pays d'Afrique subsaharienne et 4 organisations régionales, en renforçant les capacités techniques, humaines et financières à fournir des prévisions, des alertes et des services et produits d'information climatologiques à valeur ajoutée. Exercices 2016 à 2018 : à la fin de l'exercice 2018, les engagements actifs de la Banque dans le programme Hydromet en Afrique s'élevaient à 230,1 millions de dollars EU, soit une augmentation de 33,5 millions de dollars EU par rapport à l'année précédente avec l'appui de l'IDA, du GCF et des CREWS. Des opérations d'investissement et d'assistance technique étaient en cours dans 19 pays. Les dons du GFDRR destinés à soutenir la coordination du partenariat du programme Hydromet en Afrique constitué par la Banque ont continué de jouer un rôle déterminant dans l'organisation de réunions approfondies des partenaires du programme (Banque mondiale, Organisation météorologique mondiale, Banque africaine de développement, Programme de développement des Nations Unies, Agence française de développement et Programme alimentaire mondial).	L'élargissement du programme aux pays limitrophes et à leurs centres climatologiques régionaux dans un plan programmatique de modernisation reste au centre des efforts. Le soutien inadéquat de l'IDA et la dépendance excessive à l'égard des financements latéraux du Fonds vert pour le climat, des CREWS et du Fonds pour l'environnement mondial freinent le déploiement de ressources optimales pour répondre à la demande des pays. Le réservoir comprend dix pays d'Afrique subsaharienne, mais doit encore être confirmé pour le financement de l'IDA, qui est une condition préalable au cofinancement par d'autres sources, y compris le Fonds vert pour le climat.
Facilité AFRI-RES	Exercices 2016 à 2018 : La Facilité AFRI-RES (Afrique résiliente au climat) est un partenariat entre la Banque mondiale et l'ONUCEA (faisant appel à la CUA) bénéficiant d'un don de 5 millions d'euros du NDF, destiné à soutenir la capacité de l'Afrique à intégrer systématiquement les considérations liées au changement climatique dans la planification et la conception des investissements à long terme. L'assistance technique, d'un montant de 1 million de dollars EU octroyé à 14 projets en cours de préparation, couvre 7 secteurs (agriculture, énergie, environnement, ville, transports, eau et protection sociale) au sein desquels les interventions visant la résilience au changement climatique doivent être intégrées dans la conception des projets, et le programme génèrera un important volume d'apprentissage, d'échange et de diffusion des connaissances. Trois sommets sur les infrastructures résilientes au changement climatique ont été organisés au niveau de la région Afrique. Le plus récent (ACRIS III), qui s'est déroulé au Maroc en février 2018, a attiré 250 participants et 10 panels de haut niveau axés sur la résilience dans le contexte des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, des informations climatiques, des paysages, de la technologie et d'autres domaines clés, et a permis des interactions directes entre les intervenants des secteurs public et privé au sujet des opportunités de résilience au changement climatique en Afrique.	Resource mobilization continues to be an important focus; development and dissemination of concrete knowledge products within the Bank and in partnership with UNECA; opportunities to harness greater synergies with PIDA (Program for Infrastructure Development) and development in cooperation with AUC.

BPCA	Progrès Exercices 2016 à 2018	Allure future
	Nouvelles composantes pour le BPCA	
Engagement stratégique des pays à l'égard des CDN *(Rendre possible la résilience)*	Exercices 2016 à 2018 : Tous les DPS et CPP achevés au cours de l'exercice 2018 incorporent les risques et les vulnérabilités climatiques. Pour assurer un engagement stratégique et systématique continu en faveur de l'action pour le climat et améliorer la visibilité et l'appropriation, cette nouvelle composante du BCPA cherchera à : • Intégrer les risques climatiques et les CDN dans tous les DPS et les analyses en amont ; • Renforcer l'intégration des priorités des CDN et de l'action climatique dans tous les CPP ; • Relier les réservoirs de projets correspondant aux besoins et aux priorités du PCN avec la mise en œuvre des CDN ; et • Engager le dialogue CDN dans les pays et l'intégration de l'action climatique fondée sur la demande du pays.	
Systèmes financiers verts, instruments de protection financière et compétitivité verte *(Rendre possible la résilience)*	Soutenir le climat (des affaires) dans le système financier à l'aide d'un ensemble d'activités prioritaires visant à intégrer les risques climatiques dans les politiques et réglementations, les normes et les cadres régissant le secteur financier ; améliorer la protection financière contre les risques liés au climat et promouvoir la compétitivité verte des entreprises. Domaines d'intérêt : • Mieux comprendre les liens rattachant le climat et les facteurs environnementaux connexes aux secteurs financiers locaux en Afrique à l'aide d'ateliers de recherche, de collecte de données et de diffusion, et mener cinq évaluations des risques climatiques dans le secteur financier d'ici 2030 ; • Développer au niveau des pays des programmes et projets promouvant et intégrant des éléments écologiques dans les systèmes bancaires, les marchés des capitaux et les fonds de pension – développez des quatre programmes pays d'ici 2030 ; • Couvrir un plus grand nombre de pays avec des instruments de protection financière nouveaux ou améliorés, notamment des assurances, des pools de risques et des financements conditionnels, par exemple le Financement des risques de catastrophes en Afrique (y compris Cat-DDO), le Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice (GIIF – Global Index Insurance Facility) – une couverture de protection étendue dans 10 autres pays avec ces instruments et outils ; et • Augmenter la compétitivité verte et l'innovation à l'aide d'investissements liés au climat, tout en protégeant les industries contre les impacts climatiques. D'ici 2030, l'objectif est de développer 20 programmes pays intégrant la compétitivité verte dans leurs stratégies de croissance.	
Santé intelligente face au climat *(Renforcer la résilience : capital humain et social)*	Les résultats globaux de cette nouvelle composante doivent soutenir : i) l'adaptation au changement climatique à l'aide de la planification et de l'adaptation aux impacts du climat et des catastrophes, et de la réduction de la charge et de l'impact des maladies sensibles au climat ; et ii) investir dans des soins de santé à faible émission de carbone, planifiés, mis en place et dispensés avec un minimum d'émissions de gaz à effet de serre, grâce à : • Un renforcement des capacités institutionnelles régionales, nationales et locales en matière d'adaptation au changement climatique et d'amélioration de l'atténuation de celui-ci ; • Un renforcement de la réaction de la santé publique et environnementale aux maladies sensibles au climat ; et • Une extension des investissements pour répondre au changement climatique dans le secteur de la santé et adoption de l'approche « La santé dans toutes les politiques » dans les secteurs autres que celui de la santé. Les activités proposées profiteront à tous les pays IDA/BIRD ayant des opérations actives, à savoir 21 pays fortement vulnérables à court terme au niveau de la santé et de l'habitat (pays hautement prioritaires), 19 pays modérément prioritaires présentant de fortes vulnérabilités à moyen terme au niveau de la santé ou de l'habitat, et les pays restants faiblement prioritaires à long terme. La stratégie SNP pour le climat et la santé en Afrique (2018-2030) s'appuie sur l'expérience analytique et opérationnelle (REDISSE, fourneaux améliorés au Rwanda) acquise au cours d'années d'appui aux pays de l'Afrique subsaharienne pour la réduction des impacts du changement climatique sur tous les aspects de la santé, le renforcement de la résilience au climat de leurs systèmes de santé, et la contribution à l'atténuation du changement climatique.	
Éducation intelligente face au climat *(Renforcer la résilience : capital humain et social)*	L'objectif de cette nouvelle composante du BPCA est de réduire l'impact du changement climatique et soutenir la génération de connaissances et le renforcement des capacités en matière de changement climatique par : i) le financement d'une infrastructure intelligente face au climat ; ii) l'intégration d'informations sur les questions de changement climatique et les réponses apportées dans l'élaboration du programme de cours de base et la formation des enseignants ; et iii) le soutien de l'acquisition de compétences dans l'enseignement technique et la formation professionnelle et dans les domaines concernés de la recherche au niveau tertiaire. Exercice 2018 : les engagements du portefeuille de l'éducation en Afrique ont été multipliés par cinq (de 1 million de dollars EU en 2017 à 5 millions de dollars EU en 2018) avec des avantages climatiques directs. Six projets soutenant une éducation intelligente face au climat dans la région ont été approuvés. Dans le sous-secteur technique et professionnel, la Banque a soutenu le passage de l'acquisition de compétences traditionnelles à une formation plus moderne axée sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la préservation de l'environnement. Ces compétences sont non seulement bénéfiques pour le renforcement de la résilience, mais sont également considérées comme des moteurs de la croissance économique dans les pays cibles, dans la mesure où ils remplacent des marchés obsolètes.	
Exploiter la technologie satellitaire pour l'innovation et la résilience au changement climatique *(Rendre possible la résilience)*	Au moment où elle est confrontée aux défis climatiques, l'Afrique doit mobiliser des technologies de rupture pour passer à l'innovation. L'utilisation de données satellitaires et d'autres technologies (cartographie par drones) pour renforcer la résilience au changement climatique et à la variabilité climatique revêt un intérêt particulier en raison de la rareté des données de qualité permettant d'évaluer les risques climatiques et leurs impacts potentiels. L'objectif est de permettre une adoption et une application plus systématiques de la technologie de satellites terrestres au niveau projet et client pour tirer parti des avantages de la surveillance, de l'accès à des ensembles de données systématiques, de la surveillance et de la prévision climatiques, et d'autres applications, intégrées aux (rares) sources de données existantes. Domaines d'action spécifiques : i) assistance technique pour accroître l'accès aux informations et aux données géospatiales afin d'aider les décideurs à faire face aux défis ; ii) partenariat avec des organismes clés (tels que des IFI, des organismes nationaux d'hydrologie et de météorologie, et des citoyens ou entrepreneurs innovateurs) en vue de produire des données de haut niveau soutenant la surveillance et la gestion des risques liés au changement climatique dans les pays ; et iii) renforcement des capacités pour sensibiliser aux objectifs de résilience climatique et en apprendre plus sur les exigences des utilisateurs au cours de séances de formation.	

The full progress report will be posted online before the end of 2018, and will be accessible by scanning the code below

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP